

KAYSEN, Cari, PASTOR, Robert A. et REED, Laura W. (dir).  
*Collective Responses to Regional Problems : The Case of Latin  
America and the Caribbean*. Cambridge, American Academy of  
Arts and Sciences, 1995, 180p.

François Jubinville

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703579ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703579ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jubinville, F. (1996). Compte rendu de [KAYSEN, Cari, PASTOR, Robert A. et REED, Laura W. (dir). *Collective Responses to Regional Problems : The Case of Latin America and the Caribbean*. Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, 1995, 180p.] *Études internationales*, 27(1), 209–211.  
<https://doi.org/10.7202/703579ar>

approche plus réductionniste encore : Fidel Castro-peuple. Or, écrit l'auteur, il est plus important de se pencher sur les niveaux intermédiaires et inférieurs du management politique cubain. Et c'est ce que fait systématiquement le livre, exception faite du premier chapitre d'introduction et du dernier qui traite de manière assez générale de la période spéciale. Donc, les chapitres 2 à 7 (pp.21-170) s'attachent à illustrer et expliquer : 1) la prééminence pendant les années 1960 des «vieux cadres» de type politique, cadres relativement peu scolarisés ; 2) leur affaiblissement progressif pendant les années 1970 suite à l'émergence de «nouveaux professionnels» hautement scolarisés et présumés efficaces ; 3) l'augmentation rapide de ces nouveaux professionnels tant en nombre qu'en importance, surtout après 1975, ce qui mènera à un renforcement du «centralisme bureaucratique» ; et enfin 4) le rôle joué par les nouveaux professionnels dans la résolution des problèmes posés par la période spéciale, problèmes énormes si l'on sait, par exemple, que le PNB cubain chuta de 45 % entre 1989 et 1992 !

Les politiques mises en œuvre pour surmonter la crise ont été – et sont encore – à la fois diverses et drastiques : empêcher toute vente de propriétés d'État ; transformer les fermes collectives en unités coopératives plus petites ; permettre le travail pour compte propre ; autant que faire se peut, maintenir constant l'approvisionnement en nourriture ; permettre les investissements étrangers dans les secteurs orientés vers l'exportation et/ou vers l'acquisition de devises fortes. L'idée soutenue par l'auteur, mais mal démontrée, est que l'ensemble de ces

politiques est indissociable de l'importance prise par les nouveaux professionnels et, aussi, que c'est de leurs rangs que surgiront les prochains leaders – et donc managers – de la Révolution cubaine.

En résumé, ce court ouvrage est – en termes scientifiques – d'accès plutôt rébarbatif, l'auteur clamant bien haut sa partialité et le texte contenant trop d'affirmations péremptoires ; en outre, la recherche fut complétée pour l'essentiel vers 1985. Cependant, le livre est utile, entre autres, parce que sa base empirique est solide et que sa thèse est assez originale, et ce même si cette dernière n'est pas clairement démontrée et ne fait, au mieux, qu'orienter la recherche de manière assez générale.

José HAVET

*Département de sociologie  
Université d'Ottawa*

### **Collective Responses to Regional Problems: The Case of Latin America and the Caribbean.**

*KAYSEN, Carl, PASTOR, Robert A. et REED, Laura W. (dir). Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, 1995, 180p.*

L'Amérique latine et les Antilles sont en voie de constituer, de concert avec les États-Unis et le Canada, un système proprement régional de sécurité collective. Fondé sur des normes communes relatives à la démocratie, à l'économie de marché et aux rapports pacifiques entre les nations, ce système participe d'une volonté d'agir collectivement pour résoudre des problèmes qui relèvent tant de la politique interne que des relations transfrontalières. Ce livre, qui est le

fruit d'un colloque qui s'est tenu en septembre 1993 à Atlanta (Ga) et auquel participaient, parmi d'autres, Jean-Bertrand Aristide, Jimmy Carter, Marco Vinicio Cerezo et Joe Clark, traite des conditions qui, depuis le début des années quatre-vingt, favorisent la prise en charge collective des problèmes politiques et de sécurité en Amérique latine. Il est surtout question de l'implication des organisations internationales dans la définition des nouvelles normes régionales, mais le rôle des gouvernements nationaux y est aussi examiné.

Les trois premiers articles abordent des questions relatives aux droits de la personne et à la démocratie, *i.e.* des questions de politique interne. Le premier article, signé Richard Bloomfield, offre une description et une analyse du système de défense et de promotion de la démocratie qui a été mis en place sous l'égide de l'Organisation des États Américains au cours des dix dernières années. L'auteur présente le «Santiago Commitment» et les modalités de son application dans le cadre de diverses crises, à Haïti et au Pérou notamment, non pas comme le reflet de la seule volonté du gouvernement américain, mais bien comme le produit du conflit entre deux groupes de nations au sein même de l'OÉA: les activistes (Chili, Vénézuela, Canada, etc.) et les non-interventionnistes (Mexique, Brésil et Colombie). L'auteur souligne que l'un des principaux problèmes auxquels fait face l'OÉA dans ses efforts de défense de la démocratie, est son incapacité d'agir sans le concours de l'ONU. Le nouveau système conserve tout de même une certaine capacité de dissuasion qui a eu pour effet de prévenir plusieurs crises.

Le deuxième chapitre, de James Rosenau et Michael Fagen, analyse d'un point de vue macro-systémique le phénomène de la surveillance électorale par la communauté internationale. Moins récent que certains le prétendent, le phénomène peut être vu, affirment les deux auteurs, comme une conséquence de la *turbulence* qui secoue actuellement le système international. La multiplication des acteurs transnationaux (tant des individus que des organisations) amène la remise en question de l'autorité, autrefois exclusive, des États sur leur territoire. De plus, la diffusion du modèle démocratique accroît la légitimité des observateurs électoraux au point où la sanction de ces derniers est parfois nécessaire à la reconnaissance d'un nouveau gouvernement par la communauté internationale.

L'essai de José Miguel Vivanco est une analyse des pouvoirs, des procédures et des pratiques propres à la Cour et à la Commission inter-américaines des droits de l'Homme. L'auteur considère comme tout à fait légitime que l'OÉA et les pays membres interviennent auprès des uns et des autres dans une optique de défense des droits humains. Selon lui, la Cour et la Commission se sont principalement préoccupées des dissidents politiques et ont toujours été hésitantes à intervenir dans des pays ayant des gouvernements élus mais où la justice est parfois malmenée. Afin d'accroître le potentiel d'action vis-à-vis de ces démocraties de façade, Vivanco propose de laisser les individus et les organismes qui les représentent faire directement appel à la Cour interaméricaine.

Les deux articles qui suivent traitent des réponses collectives à des pro-

blèmes plus traditionnels de sécurité dans les Antilles et en Amérique centrale. Premièrement, Luis Solis analyse quinze ans d'efforts collectifs dans ces deux régions dans le but de résoudre des conflits essentiellement internes. Il observe que dans l'ensemble, l'ampleur des efforts de médiation déployés au niveau régional était directement liée au niveau d'intervention des États-Unis dans les conflits.

Finalement, Alicia Frohman présente une analyse du rôle joué par le Groupe de Rio (Groupe de Contadora plus Argentine, Brésil, Pérou, et Uruguay) dans le cadre du processus de paix en Amérique centrale. Elle brosse un bilan très positif des initiatives du groupe, malgré l'opposition qu'elles ont rencontrée de la part des Américains. D'après elle, l'un des principaux objectifs du groupe consistait à libérer le conflit centraméricain du carcan Est-Ouest. Tout en reconnaissant qu'aucun règlement n'était possible sans l'assentiment de Washington, le Groupe de Rio a su donner une saveur proprement régionale au processus de paix, ouvrant ainsi la voie au plan Arias et aux accords d'Esquipulas.

Somme toute, un ouvrage qui traite de questions qui sont tout à fait centrales à une meilleure compréhension du continent latino-américain. Il faut le mentionner, chaque article est accompagné d'un compte rendu des commentaires dont il a fait l'objet et des discussions auxquelles il a donné lieu. Ces critiques ajoutent à la qualité de l'ouvrage en ce qu'elles présentent le point de vue d'acteurs politiques ayant chacun joué un rôle actif dans le cadre des processus d'action collective décrits par les spécialistes.

Elles montrent que les obstacles à la coopération sont toujours très nombreux, même après la fin de ce conflit Est-Ouest qui a pesé si lourd sur tout le continent. Le renouvellement du système interaméricain n'est pas chose faite et il s'agira de voir si l'esprit de coopération que manifestent les pays membres de l'OEA vis-à-vis de la défense de la démocratie est de nature à favoriser un rôle de coordination accru pour l'organisation en matière d'économie et de commerce.

François JUBINVILLE

*Diplômé de la maîtrise en science politique  
Université Laval*

## ASIE ORIENTALE

### **New Challenges for ASEAN: Emerging Policy Issues.**

ACHARYA, Amitav et STUBBS, Richard  
(dir.). *Vanvouver, UBC Press,*  
1995, 218p.

Depuis plus d'une décennie, les États de l'ASEAN (Association des États de l'Asie du Sud-Est) ont connu des taux de croissance économique parmi les meilleurs au monde. Toutefois, cette nouvelle prospérité économique favorise l'émergence de nouveaux enjeux auxquels ces pays doivent maintenant faire face.

L'ASEAN, plus de 25 ans après sa création, doit aujourd'hui développer de nouvelles stratégies et des nouvelles structures organisationnelles afin de relever les défis de l'après-guerre froide. En effet, l'ASEAN doit adapter son agenda aux nouvelles réalités régionales et internationales. Ces nouveaux défis encouragent l'interdépendance régionale devant le système international et démontre une fois de